
Olivier Guézou

1. Liste classée des publications et travaux	1
a. Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs	1
b. Articles, notes et contributions	2
c. Contributions dans un ouvrage encyclopédique	3
d. Communications à des colloques (actes publiés)	5
e. Communications à des conférences, forums et colloques	5
f. Editoriaux, chroniques et préface	6
2. Direction de thèses et autres travaux d'étudiants	7
a. Thèses soutenues	7
b. Thèses en cours	7
c. Mémoires de recherche	7
d. Projets tutorés	9

1. Liste classée des publications et travaux

a. Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs

Ouvrage individuel

« Traité de contentieux de la commande publique », *Editions du Moniteur, Collection Référence juridique*, 3^e éd. novembre 2023, 1044 p. (1^{ère} éd., octobre 2015, 662 pages – 2^e éd. juin 2018, 874 p.).

Direction scientifique d'ouvrage encyclopédique

« Droit des marchés publics et contrats publics spéciaux », *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 4000 p., quatre tomes, quatre mises à jour par an, douze auteurs (dir. sc. depuis 2017) – antérieurement, « Droit des marchés publics », *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 3000 pages, 3 tomes, quatre mises à jour par an, huit auteurs (dir. sc. depuis 2008).

Directions scientifiques d'ouvrages collectifs

- 4) « Droit public et alimentation », *Bruylant*, 2026, 272 pages, vingt-et-un auteurs (codir. sc.)
 - 3) « Droit public et culture », *Bruylant*, juin 2020, 309 pages, vingt auteurs (codir. sc.).
 - 2) « Droit public et nucléaire », *Bruylant*, avril 2013, 306 pages, vingt-deux auteurs (codir. sc.).
 - 1) « Droit public et handicap », *Dalloz, Collection Thèmes et commentaires*, janvier 2010, 345 pages, vingt auteurs (codir. sc.).
-

b. Articles, notes et contributions

- 25) « Les frontières contentieuses de la validité du contrat administratif : une logique de régulation. », *RFDA* 2/2026, p. 251.
- 24) « La déconstruction concurrentielle en droit de la commande publique », *Contrats et marchés publics* avril 2026, Etude 4.
- 23) « Le droit de la commande publique contre la concurrence : une approche pro-concurrentielle augmentée », *JCP A* 9 mars 2026, Etude 2086, p. 23.
- 22) « Jurisprudence Tarn-et-Garonne : le juge au centre du jeu. Dix ans après, une espèce invasive au génome maîtrisé, vraiment ? », p. 19, in S. HIOL (dir.) *Regards croisés sur les dix ans de la jurisprudence Tarn-et-Garonne – Bilan et perspectives en droits publics et privé*, Mare & Martin, 2025, 175 p..
- 21) « La capacité d'exclusion d'un prestataire antérieur – Entre codification constructive de la jurisprudence et adaptation à la nature des contrats de la commande publique », pp 119-131 in *L'exclusion de la procédure de passation de la commande publique – L'examen des candidatures et des offres*, dir. sc. V. Bouhier, 2023, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 210 p.
- 20) « Droit public et culture, entre diffusion et intégration » (co-auteur) in *Droit public et culture* » (co-dir. sc. O. Guézou et S. Manson), juin 2020, Bruylant, pp. 7-18.
- 19) « Contrats publics et régulation concurrentielle », in *Dictionnaire des régulations* sous la dir. M. Bazex, B. du Marais, G. Eckert, R. Lanneau, C. Le Berre et A. Sée, LexisNexis, Coll. Guides, pp 218-227, 2016.
- 18) « Le recours des tiers en contestation de la validité du contrat administratif, une espèce invasive au génome maîtrisé », *Complément Commande Publique*, Ed. du Moniteur, Hors-série septembre 2014, 31 p..
- 17) « Contrats publics et politique de la concurrence », *RFDA* 2014, pp. 632-640.
- 16) « Concurrents évincés et recevabilité des recours dans les contrats publics : un exemple de Darwinisme contentieux », in *Mélanges en l'honneur du Professeur L. Richer*, LGDJ, Coll. Mélanges, novembre 2013, pp. 651-674
- 15) « Droit public et nucléaire, entre fusion et fission », in *Droit public et nucléaire*, Bruylant, avril 2013, pp 11-21.
- 14) « Marchés publics, accès à l'emploi et handicap », in *Droit public et handicap*, Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires, janvier 2010, pp 279-292.
- 13) « Million et Tropic, Histoires parallèles et vie commune », in *Mélanges Droit et économie – Interférences et interactions*, en l'honneur du Professeur Michel Bazex, Litec mai 2009, pp. 147-162
- 12) « Compétence juridictionnelle et dol anticoncurrentiel », à propos de CE 19 décembre 2007, Soc. Campenon Bernard, *Contrats public-ACCP* mai 2008, pp 69-74.
- 11) « L'efficacité de l'obligation d'informer les entreprises non retenues », *Contrats publics-ACCP* juin 2007, p. 66-77

- 10) « Droit communautaire des marchés publics. Les principes du Traité », fasc. 42, août 2006, *JurisClasseur Contrats et marchés publics*, 32 pages.
- 9) « Droit de la concurrence et contrats publics – Contentieux administratif et pratiques anticoncurrentielles » in *Mélanges Contrats publics, en l'honneur du Professeur Michel Guibal*, Presses Universitaires de Montpellier, 2006, pp. 107-140
- 8) « Sous-traitance et droit de la concurrence », *Contrats publics-ACCP* juillet-août 2005, pp. 57-61.
- 7) « Les centrales d'achat dans le nouveau code des marchés publics », *AJDA* 2004, pp. 371-377.
- 6) « Marchés publics : principes fondamentaux du Traité », mars 2004, fasc. 1050, *JurisClasseur Europe*, 29 pages.
- 5) « Droit communautaire de la concurrence et achats : certains demandeurs sont des offreurs comme les autres », à propos de TPICE 4 mars 2003 FENIN, *Contrats publics-ACCP* septembre 2003, pp. 59-63.
- 4) « Droit de la concurrence et droit des marchés publics : vers une notion transversale de mise en libre concurrence », *Contrats publics-ACCP* mars 2003, pp. 43-47.
- 3) « Les conditions de contestation du décompte général », à propos de CE avis 22 février 2002, Société Reithler, *AJDA* 2003, pp. 329-335.
- 2) « L'opposabilité du droit interne de la concurrence aux actes administratifs », à propos de CE Section 3 novembre 1997, Soc. Million et Marais, *AJDA* 1998, pp. 247-253.
- 1) « Première application par le juge administratif de la jurisprudence Ville de Pamiers », à propos de CE 23 juillet 1993, CGE – *Les Petites Affiches* 8 juillet 1994, pp. 15-19.

c. Contributions dans un ouvrage encyclopédique

« Droit des marchés publics et contrats publics spéciaux », sous la dir. sc. O. Guézou, *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 4000 p., quatre tomes, quatre mises à jour par an, douze auteurs.

Rédaction d'une cinquantaine de fascicules, plus de 1000 pages (dont environ un tiers mis à jour chaque année ; pour alléger la présentation, seul le dernier fascicule est indiqué).

Sur les principes fondamentaux

- 1) « Mise en concurrence et principes fondamentaux », chap. III-110, juillet 2020, 16 p.
- 2) « Principes de liberté », chap. III-111, juillet 2020, 12 p.
- 3) « Principes d'égalité », chap. III-112, juillet 2020, 11 p.
- 4) « Principe de transparence », chap. III-113, juillet 2020, 16 p.

Sur les procédures de passation

- 5) « Typologie des seuils : logique générale », chap. III-200, avril 2024, 9 p.
- 6) « Typologie des seuils : code de la comm. publique », chap. III-202, avr. 2024, 27 p.
- 7) « Typologie des seuils : autres textes », chap. III-203, avril 2024, 20 p.
- 8) « Computation des seuils », chap. III-204, avril 2024, 12 p.
- 9) « Choix des offres, choix des critères et pondération », chap. III-430, oct. 2025, 46 p.
- 10) « Critères de choix des offres », chap. III-431, oct. 2025, 30 p.

- 11) « Les défauts des offres », chap. III-433, juillet 2024, 44 p.
 - 12) « Attribution », chap. III.436, avril 2019, 12 p.
 - 13) « Informations des concurrents évincés », chap. III.438, juillet 2024, 18 p.
- Sur le déféré préfectoral
- 14) « Caractéristiques générales et recevabilité », chap. III.610, juillet 2022, 14 p.
 - 15) « Fond », chap. III.612, juillet 2022, 9 p.
- Sur le recours pour excès de pouvoir
- 16) « Place dans l'architecture contentieuse », chap. III.620, octobre 2022, 16 p.
 - 17) « La recevabilité », chap. III.621, oct. 2022, 24 p.
 - 18) « Les moyens », chap. III.623, oct. 2022, 18 p.
 - 19) « Le référé suspension », chap. III.626, oct. 2022, 16 p.
- Sur le recours en indemnisation de l'entreprise évincée
- 20) « Présentation générale » chap. III.630, avril 2023, 9 p.
 - 21) « Le préjudice, chap. III.631, avril 2023, 22 p.
 - 22) Sur le recours des parties en contestation de la validité du contrat
 - 23) « Mise en perspective », chap. III.640, janv. 2023, 11 p.
 - 24) « Les caractéristiques générales », chap. III.641, janv. 2023, 19 p.
 - 25) « Les vices », chap. III.642, janv. 2023, 19 p.
- Sur les référés précontractuels et contractuels
- 26) « Mise en perspective », chap. III.650, janv. 2023, 18 p.
 - 27) « Champ d'application et procédure » chap. III.651, janv. 2023, 21 p.
 - 28) « La recevabilité » chap. III.652, janvier 2023, 19 p.
 - 29) « Les manquements : notion », chap. III.653, janv. 2023, 18 p.
 - 30) « les manquements : typologie », chap. III.654, janv. 2023, 28 p.
 - 31) « Les pouvoirs du juge », chap. III.655, janv. 2023, 16 p.
- Sur le délit de « favoritisme »
- 32) « Recours de l'article 432-14 du code pénal : infraction », chap. III.656, oct. 2023, 22 p.
 - 33) « Recours de l'article 432-14 du code pénal : régime », chap. III.656, oct. 2023, 20 p.
- Sur le recours des tiers en contestation de la validité du contrat
- 34) « Mise en perspective », chap. III.660, avril 2023, 21 p.
 - 35) « Compétence et recevabilité », chap. III.665, avril 2023, 25 p.
 - 36) « Les vices », chap. III.666, avril 2023, 27 p.
 - 37) « Les pouvoirs du juge », chap. III.667, avril 2023, 19 p.
- Sur les conséquences de l'anéantissement du contrat
- 38) « Hypothèses et conséquences », chap. III.680, avril 2025, 17 p.
 - 39) « Enrichissement sans cause et dépenses utiles », chap. III.681, avril 2025, 18 p.
 - 40) « Fautes et préjudices », chap. III.682, avril 2025, 12 p.
- Tableau récapitulatif
- 41) « Les recours des entreprises », chap. III.690 janv. 2024, 4 p.
- Sur les litiges relatifs à l'exécution
- 42) « Médiation, conciliation et règlement amiable des différends », chap. IV.600, juillet 2025, 15 p.
 - 43) « Recours préalables : règles générales et CCAG », chap. IV.601, octobre 2024, 11 p.
 - 44) « Règlement des différends : établissement et contestation du décompte général », chap. IV.602, octobre 2024, 13 p.
 - 45) « Transaction : caractéristiques et utilisation dans les marchés publics », chap. IV.607, juillet 2025, 13 p.

- 46) « Transaction : contrôle juridictionnel », chap. IV.608, juillet 2025, 12 p.
 Sur les marchés de défense et de sécurité
- 47) « La notion », chap. CPS.II.110, oct. 2021, 7 p.
- 48) « Les règles de passation spécifiques », chap. CPS.II.120, janv. 2022, 12 p.
- 49) « Les règles d'exécution spécifiques », chap. CPS.II.130, janv. 2022, 7 p.

d. Communications à des colloques (actes publiés)

- 9) Communication « Les frontières contentieuses de la validité du contrat administratif : une logique de régulation », in « Les frontières du contrat administratif », Université de Poitiers, Poitiers, 21 novembre 2025 (publication *RFDA*).
- 8) Communication « Le droit de la commande publique contre la concurrence : une approche pro-concurrentielle augmentée », in « L'intensification de la concurrence », colloque de la Chaire de Droit des contrats publics, Université de Lyon, 3 octobre 2025 (publication *JCP A*).
- 7) Communication « Jurisprudence Tarn-et-Garonne : le juge au centre du jeu. Dix ans après, une espèce invasive au génome maîtrisé, vraiment ? », in colloque « Regards croisés sur les dix ans de la jurisprudence Tarn-et-Garonne – Bilan et perspectives en droits publics et privé », Université polytechnique des Hauts-de-France, Valenciennes, 15 octobre 2024 (publication ouvrage).
- 6) Communication « La capacité d'exclusion d'un prestataire antérieur », in colloque « L'exclusion de la procédure de passation dans les contrats de la commande publique », Université Evry – CRLD, 9 avril 2021 (visioconférence) (publication ouvrage).
- 5) Présidence d'une demi-journée et animation d'une table-ronde in colloque « Droit public et culture », UVSQ, colloque prévu en novembre 2020, remplacé par conférence en visioconférence en raison de la crise sanitaire (publication ouvrage).
- 4) Communication « Contrats publics et politique de la concurrence » in colloque « Le contrat au service des politiques publiques », 6 décembre 2013, Aix-en-Provence (publication *RFDA*).
- 3) Présidence d'une demi-journée in colloque « Droit public et nucléaire », 23 mai 2013, UVSQ (publication ouvrage).
- 2) Animation de deux tables-rondes « Le droit public du handicap : qualifications et institutions » et « L'indépendance économique » in colloque « Droit public et handicap », 8 février 2010, Palais du Luxembourg, Paris (publication ouvrage).
- 1) Communication « Droit des marchés publics : la réforme permanente » in colloque international « De l'effet de l'Europe sur les fonctions et services publics », mai 2008, UVSQ/CNFPT/DGAFP (publication sous forme audio (CD) et vidéo (DVD)).

e. Communications à des conférences, forums et colloques

- 14) « Actualité du droit de la commande publique », Forum Contrats publics-DVPU, 5 novembre 2020 (visioconférence).
- 13) « Résiliation, prévisibilité et contentieux », Forum Contrats publics-DVPU, 11 octobre 2018.

- 12) « Emergence de la notion de contrats de la commande publique et typologie » et « Les moments clés de l'évolution du contentieux – Vers une architecture nouvelle » », Forum Contrats publics-DVPU, 26 mai 2016.
- 11) « Le nouveau visage du contentieux des contrats administratifs après la décision Département du Tarn-et-Garonne », Forum Contrats publics-DVPU, 4 juin 2014, UVSQ.
- 10) « Décompte général et article 50 : l'actualité jurisprudentielle », Conférence, février 2012, UVSQ
- 9) « L'acheteur public, le dol et le droit de la concurrence », Conférence, février 2011, UVSQ.
- 8) « Le nouveau référé contractuel : mise en perspective » [rapport introductif], Forum Contrats publics-DVPU, avril 2010, UVSQ.
- 7) « Etablissement et contestation du décompte général, d'un CCAG à l'autre », Conférences, février 2010, UVSQ
- 6) « Les points-clés de la réforme » in « Le "toiletage 2008" du code des marchés publics, Forum Contrats publics-DVPU, 4 mars 2009, UVSQ.
- 5) « Le nouveau recours en contestation de validité des contrats : portée et conséquences pratiques de la décision Société Tropic Travaux Signalisation », Forum Contrats publics-DVPU, 28 novembre 2007, UVSQ.
- 4) « La logique générale de la réforme » in « Le nouveau code des marchés publics 2006 », Forum Contrats publics-DVPU, 20 décembre 2006, UVSQ.
- 3) « Partenariats public-privé : de nouveaux contrats », Forum Contrats publics-DVPU, 26 janvier 2005, UVSQ.
- 2) « Le nouveau code des marchés publics : questions pratiques », Forum Contrats publics-DVPU, 13 mai 2004, UVSQ.
- 1) « Comment l'acheteur public peut-il détecter les pratiques anticoncurrentielles illicites des candidats ? » in « Droit de la concurrence et marchés publics », *Les Rencontres d'Affaires* du 20 au 23 juin 1995, Paris.

f. Editoriaux, chroniques et préface

- 7) Préface (avec Stéphane Manson), « Le handicap en droit public », Ed. de l'Université de Lorraine, 2026 (à paraître).
- 6) « Code de la commande publique : pour une approche économique assumée, modernisée et enrichie », Editorial *Contrats publics-ACCP* février 2019, p. 3
- 5) « Commande publique : de l'innovation des offres à une demande innovante », Editorial *Contrats publics-ACCP* février 2018, p. 3
- 4) « Référés et refondation du contentieux des contrats administratifs », Editorial *Contrats publics-ACCP* juin 2017, p. 3
- 3) « Evolution du contentieux : la responsabilité contractuelle en embuscade », Editorial *Contrats publics-ACCP* janvier 2016, p. 3
- 2) « Les clauses incitatives et performanciennes », Editorial *Contrats publics-ACCP* octobre 2014, p. 3

1) « L'impact de la nullité du contrat » [à propos de CAA Versailles, 13 juin 2006, Cne de Sannois, req. n° 04VE02101], chr CAA Versailles, JCP Ed. A, 2 avril 2007, p. 20

2. Direction de thèses et autres travaux d'étudiants

a. Thèses soutenues

1) *Subjectivisation du contentieux et contrat administratif*, D. Mrad (contrat doctoral, CDD, LRU), encadrement 100%, soutenance le 3 décembre 2018.

Prix de thèse SHS de l'université de Paris Saclay

Thèse qualifiée aux fonctions de maître de conférences en 2020.

2) *Marchés de défense et de sécurité : entre marchés publics et politiques publiques*, Q. Marie (contrat doctoral, CDD), encadrement 100%, soutenance le 10 décembre 2024.

3) *Commande publique et occupation domaniale*, M. Corset (contrat doctoral, ATER, LRU), encadrement 100%, soutenance le 8 juin 2026.

b. Thèses en cours

1) *Marchés publics et considérations sociales*, B. Boyer (CDD), première inscription en octobre 2021, encadrement 100%.

2) *Le contentieux administratif des pratiques anticoncurrentielles dans les contrats de la commande publique*, M. Goupil (contrat doctoral), première inscription en octobre 2023, encadrement 100%.

3) *La réparation en contentieux administratif des marchés publics*, M. Adam (CDD), première inscription en octobre 2024, encadrement 100%.

c. Mémoires de recherche

Entre quinze et vingt mémoires de recherche par an notamment sur le droit des contrats publics, le droit de la concurrence ou le contentieux administratif (depuis 2002).

En 2025

- 1) « Les marchés subséquents et les accords-cadres multi-attributaires »
- 2) « Les accords-cadres mutualisés pour les services de l'État en Île-de-France »
- 3) « L'impact des nouvelles technologies sur la passation des marchés publics »
- 4) « L'instrumentalisation du principe d'impartialité : la garantie du respect des principes fondamentaux de la commande publique »
- 5) « Les risques liés à la sous-traitance dans les marchés publics de travaux : analyse des enjeux juridiques et opérationnels »
- 6) « Mémoire en réclamation et maître d'œuvre »
- 7) « Les marchés publics de travaux au service de la restauration du patrimoine militaire »
- 8) « L'assistance à maîtrise d'ouvrage et les communes rurales »
- 9) « Les avenants dans le cadre des marchés de travaux »
- 10) « Les marchés publics à l'étranger »
- 11) « Le traitement contentieux de la résiliation unilatérale des marchés publics »
- 12) « L'équilibre contractuel au sein des marchés publics d'assurance : un rapport de force entre assureurs et acheteurs »
- 13) « Les OPR, moment clé de la réception »
- 14) « Les contrats de conception réalisation, un outil à bien manier »
- 15) « Achats publics et politiques publiques culturelles »

- 16) « Les pratiques anticoncurrentielles dans les marchés publics »
- 17) « L'acheteur public face aux capacités insuffisantes des candidats »
- 18) « Le critère de la qualité technique dans les marchés publics »

En 2024

- 19) « Le réemploi dans les marchés publics »
- 20) « Le paiement dans les marchés publics de travaux, entre stratégies contractuelles et bonne exécution du contrat »
- 21) « Les conséquences des crises sur les règles d'exécution des contrats de la commande publique »
- 22) « Les échanges d'informations entre l'acheteur et l'opérateur économique durant la procédure de passation d'un marché public »
- 23) « Le mémoire en réclamation des entrepreneurs dans les marchés de travaux »
- 24) « Les contours de la notion de sous-traitance dans le secteur du BTP »
- 25) « Le droit pénal des marchés publics »
- 26) « Les actions entre constructeurs »
- 27) « Les moyens de l'action publique : l'exemple des marchés de partenariat et des marchés globaux de performance »
- 28) « Les ententes anticoncurrentielles dans les marchés publics de travaux »
- 29) « Droit public spatial : le droit de la commande publique à l'ère du NewSpace. »
- 30) « Les négociations dans les marchés publics. »
- 31) « Les marchés publics de conservation et de restauration »
- 32) « Désordres évolutifs et garanties »
- 33) « Obligations environnementales et critères de choix dans les marchés publics »
- 34) « Les achats socialement responsables en intercommunalité »
- 35) « Les « autres marchés » du ministère des armées »
- 36) « L'impact des pratiques de mutualisation des achats sur la performance économique de l'achat public »

En 2023

- 37) « Les clauses sociales dans les marchés publics »
- 38) « L'offre anormalement basse, la face cachée de la concurrence : une pratique lourde de conséquence dans les marchés publics »
- 39) « L'intégration de la RSE au sein de la fonction achats d'une entreprise privée à mission d'intérêt général »
- 40) « La gestion des différends dans les marchés publics de travaux : mémoires en réclamation et solutions alternatives en phase amiable »
- 41) « L'encadrement de la résiliation par l'autorité contractante dans les marchés publics »
- 42) « La SCCV comme outil de partenariat des constructeurs publics et privés »
- 43) « Le droit à l'information et l'efficacité de la protection contentieuse du concurrent évincé avant la signature du contrat »
- 44) « Commande publique et patrimoine culturel »
- 45) « Les obligations déclaratives en droit de la commande publique »
- 46) « La recevabilité des recours de l'entreprise dont la candidature est irrecevable ou l'offre non conforme »

En 2022

- 47) « Les groupements de maîtrise d'œuvre »
- 48) « La reprise du personnel dans les marchés publics »
- 49) « La performance de l'achat public »
- 50) « VEFA et commande publique »
- 51) « Les pénalités dans les marchés publics »
- 52) « La réparation du préjudice de l'acheteur victime d'une entente dans les marchés publics »
- 53) « Crise des matières premières et marchés publics de travaux »
- 54) « La notion de définition du besoin dans les marchés publics »
- 55) « Le décompte général et définitif à l'aube du CCAG Travaux 2021 »
- 56) « La défaillance du sous-traitant dans les marchés de travaux »
- 57) « Instrumentalisation de la commande publique : entre gestion conjoncturelle des crises et ambition structurelle de relance économique »
- 58) « Les clauses d'insertion dans les marchés publics »
- 59) « Devoir de conseil du maître d'œuvre et marchés de conception-réalisation »
- 60) « La place de négociation dans les marchés publics »

En 2021

- 61) « L'infructuosité dans les marchés publics »

- 62) « Valorisation et modification de la rémunération du maître d'œuvre »
- 63) « La clause sociale de formation sous statut scolaire dans les marchés publics »
- 64) « Patrimoine culturel et commande publique : un mariage synallagmatique »
- 65) « Les effets de la pandémie de la covid-19 sur les marchés publics »
- 66) « L'adaptation et la modification des procédures de passation des marchés publics en période de crise »
- 67) « La prise en compte des relations antérieures par le droit de la commande publique »
- 68) « La politique d'achat du Ministère des Armées : le rôle des acheteurs dans l'acquisition de solutions innovantes »
- 69) « Les marchés publics de droit privé »
- 70) « Le maître d'ouvrage public face à l'assistant à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des marchés de travaux : missions, désignation et responsabilité »
- 71) « Le droit à indemnisation à la demande des opérateurs économiques du fait de l'exécution des marchés de travaux »
- 72) « Le financement de projets publics »
- 73) « La computation au service de l'objectif de performance dans l'achat public »
- 74) « La politique d'achat socialement responsable dans les marchés publics »
- 75) « Les offres anormalement basses »

En 2020

- 76) « Le régime de la propriété dans les contrats de la commande publique »
- 77) « Les considérations environnementales face aux enjeux économiques »
- 78) « Compliance et marchés publics »
- 79) « L'évaluation et l'évolution du prix dans les marchés publics de travaux »
- 80) « Les candidatures aux marchés publics à l'ère du numérique »
- 81) « Maîtrise d'ouvrage publique et responsabilités »
- 82) « La dématérialisation au cœur des procédures de passation des marchés publics dans une collectivité territoriale »
- 83) « Les conclusions indemnitaires dans le contentieux de la commande publique »
- 84) « Les marchés de défense ou de sécurité et le droit de l'UE »
- 85) « Les échanges d'informations entre l'acheteur public et les opérateurs économiques au cours de la définition du besoin - Cadre juridique et risques du sourcing »
- 86) « Les marchés globaux de performance »
- 87) « Critères de choix, choix des critères : impartialité et libre concurrence »
- 88) « Les spécificités de l'exécution des marchés publics de travaux de droit privé »
- 89) « Guide opérationnel du Service d'infrastructure de la Défense »

Les mémoires soutenus avant 2020 ne sont pas indiqués.

d. Projets tutorés

Entre quatre et six projets (quatre ou cinq étudiants par groupe) chaque année depuis 2017.

2026, « Journée d'étude doctorale du Master DIP » (en partenariat avec l'équipe « Action publique » du Laboratoire "Versailles Institutions Publiques")

2025, « Les grandes étapes de la passation d'un marché public et les principaux pièges contentieux »

2024, « Legal design et actualité du contentieux de la commande publique – Acte II ».

2023, « Legal design et actualité du contentieux de la commande publique – Acte I ».

2022, « Journée d'étude doctorale du Master DIP » (en partenariat avec l'équipe « Action publique » du Laboratoire "Versailles Institutions Publiques")

2021, « Animer une journée de formation professionnelle ».

2020, « Proposer des outils opérationnels synthétiques et faciles d'utilisation ».

2019, « Actualité des contrats publics : commandes publiques, occupations domaniales et économie »

2018, « Culture, handicap et contentieux : des recherches utiles au Laboratoire VIP »

2017, « Actualité de la commande publique : instrumentalisation, codification et contentieux »

2016, « Séminaire doctoral : recherche et actualité de la commande publique » + « Les bancs publics »

Les projets tutorés antérieurs à 2020 ne sont pas indiqués.